

LA CRISE DE LA DÉMOCRATIE ET DU LIBÉRALISME

Luigi FABBRI

1930 - 1931

d'après l'ouvrage "*La Lutte humaine*" de Gaetano MANFREDONIA,

dans la partie: "*L'Agonie d'une civilisation*",

aux *Éditions du Monde libertaire*

1994

Nous reproduisons ici les quatre premiers textes d'une série de six articles parus dans La Revista blanca (1) de Barcelone entre décembre 1930 et octobre 1931. Pour notre traduction nous avons utilisé les manuscrits originaux en italien déposés à l'I.I.H.S. d'Amsterdam (NdE).

LA CRISE DE LA DÉMOCRATIE ET DU LIBÉRALISME

L'Erreur initiale de la démocratie (1)

Le libéralisme, né en Angleterre au 17^{ème} siècle, s'est affirmé avec la Révolution française et depuis 1830 avec le développement croissant de la démocratie, ce qui en fait, d'une certaine manière, l'idéologie politique de la classe bourgeoise, celle qui fut appelée en 1789 le Tiers-état. Cette dernière qui s'était formée petit à petit au cours des siècles précédents à la faveur des premières réussites du capitalisme, se révolta contre les castes nobles ecclésiastiques et monarchistes et les vainquit; puis, une fois devenue à son tour classe dirigeante, elle les assimila au cours du siècle suivant.

Tout cela est bien connu. La bourgeoisie toutefois resta longtemps opposée à la féodalité. Son premier développement notable remonte au 15^{ème} siècle, mais elle ne s'émancipa que trois siècles plus tard. Or pour vaincre elle dut engager de nombreuses révolutions (anglaise, française ainsi que d'autres révolutions mineures du 19^{ème} siècle). Cet état d'hostilité persista même après le triomphe bourgeois jusqu'à ce que les vieilles castes battues cessent leurs dernières résistances en fusionnant avec les classes victorieuses. Or tout cela ne pouvait qu'engendrer un bouillonnement d'idées qui, ayant comme point de départ une révolte, devait en toute logique viser une plus grande liberté. Certes, on sait bien que l'affirmation toujours plus nette des institutions bourgeoises, libérales et démocratiques, répondait surtout au besoin impérieux de libre développement du capitalisme industriel qui, à son tour, représentait, grâce à sa puissance économique, la force majeure de ces institutions.

Le libéralisme et la démocratie eurent pourtant du point de vue social une valeur en eux-mêmes et pas

(1) *La Revista blanca*, n°181, 1^{er} déc. 1930.

uniquement en tant qu'instrument politique d'une force économique. Ils ne furent pas seulement une idéologie de classe mais aussi les expressions de revendications qui - bien que défectueuses, insuffisantes et trompeuses pour une trop grande partie du peuple - correspondaient à un besoin supérieur de l'esprit humain: celui de la liberté.

L'idéologie cependant affirmait et promettait bien davantage que ce que les institutions pouvaient réaliser, à tel point que les plus beaux de ses postulats, sont toujours restés lettre morte, impossibles à réaliser tant que durera le régime bourgeois ou une domination de classe quelconque. Les classes privilégiées et bourgeoises ont cherché à faire en sorte que la liberté reste toujours bien circonscrite, quasiment leur apanage exclusif. Mais elles n'ont pas pu empêcher que l'idée se répande parmi les éléments les plus intelligents des classes pauvres, populaires et prolétariennes; classes dont la bourgeoisie avait eu besoin au cours des révolutions anti-aristocratiques. Ce fait prit une importance toujours plus grande au fur et à mesure que la minorité des classes populaires intelligentes et cultivées devenait plus nombreuse et que - aiguillonné par l'industrialisation qui flattait les grandes masses - le prolétariat authentique adoptait sa physionomie et prenait conscience de sa force en tant que classe.

Cependant, si l'idéologie libérale et démocratique n'a pas été inutile, en voulant se réaliser dans les institutions politiques capitalistes et étatiques, elle a perdu son prestige. Ses défauts, ses insuffisances et ses mensonges devenaient évidents tant à la classe dirigeante - qui la prenait toujours moins au sérieux et en limitait toujours davantage les applications pratiques - qu'aux classes assujetties. Celles-ci saisissaient la contradiction insurmontable et criante existant entre les grands principes de liberté, dont cette idéologie se parait, et la réalité matérielle, réalité faite d'assujettissement politique, d'inégalité économique et de divisions en classes que les institutions prétendument démocratiques et libérales cautionnaient légalement et soutenaient par la force armée, n'hésitant pas à les défendre - parfois par la terreur et le sang - aux dépens des revendications prolétariennes. Ainsi, bien que dans les livres et dans les théories des doctrinaires l'idéologie libérale et démocratique fait un tout avec les institutions politiques homonymes, dans la réalité, dès le départ, il y a eu une séparation non négligeable entre l'une et les autres.

La manifestation concrète dans le domaine politique de cette séparation s'est produite dès la fin du siècle dernier. Cette séparation n'a pas cessé tout à fait encore aujourd'hui de se maintenir même si, à l'heure actuelle, il s'agit d'une survivance sans vie, réduite à bien peu de chose. Je fais allusion à la division politique au sein de la bourgeoisie elle-même - division surtout parlementaire et sur le terrain de l'État - entre une majorité libérale, modérée, conservatrice, alliée ou désirant s'accommoder des survivances clérico-aristocrates du passé, et une minorité plus démocratique, radicale, républicaine, anticléricale, socialisante dans les discours et se rapprochant - tout en restant bourgeoise - des classes les plus populaires et déshéritées. La première, majoritaire, défendait le libéralisme seulement au sein des institutions politiques dont elle était maîtresse: libéralisme verbal, réduit à quelque chose d'extérieur, mais dans les faits oligarchie des classes propriétaires et des castes de gouvernement. La seconde, minoritaire, était restée plus attachée aux idéologies démocratiques et donc se tenait dans l'opposition (opposition légale, électorale et parlementaire bien évidemment) avec l'intention de remplacer au pouvoir les libéraux conservateurs et de transformer les institutions conformément à son idéologie.

Cette minorité démocratique-bourgeoise - expression grosso modo des classes moyennes et de la moyenne et petite bourgeoisie, des fonctionnaires de l'État, des enseignants, des professions libérales, des journalistes, etc... - n'a toutefois rien fait, ou si peu, pour la réalisation de ses idées. On pourrait même dire qu'elle n'a fait que tourner à vide. Elle a réussi en apparence et d'une manière assez tardive à accéder au pouvoir dans beaucoup de pays. En réalité cela a pu se produire seulement quand, tout en gardant le même nom qu'autrefois, elle n'avait plus ni les hommes, ni le prestige, ni le programme, ni l'honnêteté des démocrates de la veille. Au fond elle a pris la place des anciens partis libéraux et conservateurs et a exercé parfois d'une manière bien pire leur fonction conservatrice, voire réactionnaire. Tel a été le cas notamment chaque fois qu'elle a été remplacée dans son rôle de minorité oppositionnelle et de contrôle, ayant pour fonction de défendre légalement et par voie parlementaire les libertés partielles acquises par la social-démocratie; force qui, de son côté, est l'expression d'une partie de la petite bourgeoisie et de la fraction du prolétariat la plus aisée et prête aux accommodements.

Mais si les fractions ultra-libérales et démocratiques de la bourgeoisie ont poursuivi pendant si longtemps le mirage du bien-être et des libertés populaires au sein des institutions capitalistes - incompatibles avec un véritable bien être et une véritable liberté pour tous - ce serait une grave erreur d'en déduire que leur œuvre a été inutile pour le progrès social. Tout d'abord sans le travail d'opposition de ces fractions, les institutions démocratiques seraient peut-être tombées bien plus tôt dans les bras de la réaction; c'est-à-dire

avant même que le prolétariat ait pu se former, se muscler, acquérir les forces nécessaires et devenir un facteur conscient de liberté et de progrès. En outre cela a permis d'épuiser entièrement l'expérience libérale et démocratique et de prouver l'inconsistance effective de l'idéologie qui la justifiait. Sans cela cette idéologie aurait continué, qui sait combien de temps encore, à représenter une illusion gênante et un obstacle au véritable progrès social.

Il est vrai que, comme toute opposition s'exerçant sur un terrain légal, les oppositions bourgeoises ultra-libérales et démocratiques dans chaque parlement ne faisaient que revigorer des institutions plus ou moins oligarchiques, combattues seulement verbalement ou par voie électorale. Il est tout aussi vrai cependant que ces oppositions, en l'absence ou compte tenu du faible nombre des forces prolétariennes, servaient au moins à garder éveillé l'esprit critique chez un plus grand nombre possible d'individus. Cet esprit gagnait peu à peu les éléments d'abord éparpillés et isolés, puis toujours plus nombreux, des classes pauvres. En même temps il poussait quelques individualités généreuses ou altruistes de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie intellectuelle à se pencher plus au fond des choses, à aller au-delà de la phraséologie grandiloquente et des promesses que faisait miroiter la démocratie bourgeoise même la plus avancée.

Une autre fonction non négligeable de la démocratie républicaine radicale et anticléricale a été, en outre, la défense - et en certaines occasions la reconquête avec l'aide de la partie du peuple qui la suivait - des libertés partielles (de presse, d'association, d'enseignement, de réunion) acquises lors des précédentes révolutions politiques; libertés que les conservateurs au pouvoir, soi-disant libéraux, menaçaient continuellement et cherchaient à limiter toujours plus, voire à annuler. À cette occasion les démocrates les plus avancés n'hésitaient pas à faire appel - bien qu'avec une certaine crainte et avec beaucoup de précautions - aux énergies populaires. Et souvent la peur de ces dernières, ainsi que l'action des démocrates, réussissaient à maintenir dans leurs pays une situation de relative liberté. Celle-ci, bien qu'incomplète, aléatoire et limitée à des domaines restreints, était cependant indispensable aux premiers mouvements d'éveil du prolétariat et à la formation en son sein d'un embryon de conscience qui seulement par la suite pouvait grandir suffisamment pour se suffire à lui-même.

Il est évident que, si au cours de la deuxième moitié du 19^{ème} siècle jusqu'au début de celui-ci, ce milieu de relative liberté - conservé vivant ici ou là par les révolutions politiques à caractère démocratique ainsi que par l'activité des fractions les plus avancées de la démocratie - avait manqué, partout en Europe et en Amérique, le mouvement prolétarien, socialiste et anarchiste, qui s'est développé dans ce milieu n'aurait pas pu au début, étant donné son extrême faiblesse, rompre les résistances réactionnaires. Sans un minimum de liberté de presse, de réunion, d'association, etc..., il n'aurait pas pu accomplir les premiers pas qui lui ont permis de gravir les marches suivantes de son ascension. Bien évidemment les agissements des éléments démocratiques les plus avancés de la bourgeoisie ne visaient pas ce résultat et rien de tel n'aurait pu être obtenu sans le concours, encore inconscient mais efficace, du peuple. Force est de constater cependant que tel a bien été le résultat et nous devons en prendre acte.

Aujourd'hui, après tant d'années, presque toutes les individualités les plus connues de la démocratie bourgeoise du siècle dernier ont disparu du devant de la scène et des événements nouveaux sont venus clore la période historique à laquelle elles appartenaient. D'ailleurs, même si nous avons vécu à leur époque ou bien si elles vivaient encore, nous ne serions pas des leurs. Cependant nous ne pouvons qu'éprouver un sentiment de forte sympathie en rappelant les noms de Garibaldi, Mazzini, Cattaneo, Kossuth, Jacobi, Victor Hugo, Esquiros, Pi y Margall, Ruiz Zorilla et, plus proches de nous en nous limitant à l'Italie, ceux de Bovio, Cavallotti, Imbriani et d'autres - pas bien nombreux - qui ont laissé derrière eux le souvenir d'une belle intelligence, d'un caractère noble et d'un attachement sincère à la cause de la liberté et du bien-être du peuple.

Nous savons - et nous ne l'oublions pas - que leur conception du bien du peuple et de la liberté était erronée et en dehors de la réalité, surtout à cause de leur mentalité plus ou moins autoritaire et bourgeoise. Rappelons que chez certains il est possible de trouver des fautes graves ou bien des zones d'ombre; chez d'autres, inutile de le dissimuler, il y avait aussi en germe plus d'une erreur funeste qui, après eux et contre leurs intentions, a donné des fruits empoisonnés. Mais cela n'a pas empêché que chacun d'entre eux, à certains moments de sa vie, soit l'artisan d'une œuvre bénéfique, un élément de progrès, un porte-drapeau de la liberté. Et leur œuvre au début, a aussi fortement profité à la cause de la rénovation sociale et libertaire qui plus tard en dépassa la pensée et l'action. Cela fut possible parce que, si sur le terrain de l'action les hommes de l'aile extrême de la démocratie ne sortirent pas de leur monde bourgeois - celui des guerres nationales, des conflits étatiques, de la politique parlementaire, etc... -, leur pensée en revanche s'élança bien plus avant, en opposition à ce même monde bourgeois qu'ils n'osaient pas abandonner. Il suffit pour le montrer, de rappeler les affirmations audacieuses et porteuses d'avenir de Garibaldi, certaines pages si

riches de pensées toujours vivantes par leur esprit libertaire et égalitaire de Cattaneo, Pi y Margall, Bovio et d'autres.

Pour étudier la démocratie et le libéralisme il ne faut donc pas, afin de porter un jugement exact sur les hommes et les choses, négliger la distinction au sein des classes bourgeoises et capitalistes entre les fractions avancées, restées les plus fidèles à l'idéologie originelle, et les fractions les plus nombreuses et puissantes qui, après être arrivées au pouvoir, firent du libéralisme et de la démocratie un système étatique pour garder leur position. C'est-à-dire un moyen pour sauvegarder leur situation acquise avec la défaite des anciennes classes féodales, tant vis-à-vis des forces de progrès voulant continuer à aller de l'avant que des classes travailleuses affirmant, à leur tour, leur droit à la vie. L'idéologie des fractions avancées de la bourgeoisie arriva à son apogée en 1848 quand, un court instant, son triomphe parut proche. Cette idéologie était alors si radicale que, même pour des hommes comme Élisée Reclus et César De Paepe, elle paraissait en mesure de poursuivre son développement jusqu'au socialisme et à l'anarchie. Au lieu de cela les fractions démocratiques appartenant aux classes possédantes et détentrices du pouvoir adoptèrent tout de suite les formes les plus atroces de la contre-révolution et de la réaction antipopulaire et antiparlementaire, tout en continuant à se parer de la devise «*Liberté-Égalité-Fraternité*». Déjà au cours de la Révolution française ce type de démocrates avait fait fusiller les prolétaires parisiens au *Champ-de-Mars* (1791) et par la suite il ne se démentit plus jamais, comme l'enseignent les massacres prolétariens de 1848, 1871, et cent autres jusqu'à nos jours.

Cependant s'il faut tenir compte de cette importante distinction, car elle nous permet de porter des jugements appropriés sur chaque événement et chaque personne, nous ne devons pas pour autant oublier ou dissimuler que toutes les fractions de la démocratie et du libéralisme, en dépit de ces différences, possèdent une même souche idéologique et une même méthodologie. Si les intentions généreuses des minorités démocratiques restées toujours dans l'opposition font honneur au sentiment de chaque individu, elles ne le font certes pas à leur entendement. Et même si ces derniers attaquent les libéraux et les démocrates au gouvernement à cause de leurs système politiques injustes et anti-libéraux, les uns et les autres appartiennent à la même famille. Tous ayant en commun le même point de départ erroné et défectueux les mêmes équivoques et le même terrain d'action, restent enfermés à l'intérieur des limites du privilège de la propriété et de l'autorité étatique. Felice Cavallotti et Francesco Crispi étaient au fond deux branches d'un même arbre tout comme Victor Hugo et Adolphe Thiers. Au fond c'est bien davantage la logique inexorable des choses que la méchanceté et la faiblesse des hommes qui pousse les démocrates au gouvernement sur la voie de la répression au détriment du prolétariat, jusqu'à renier, dans les faits, leurs propres principes. Voilà ce qui a rendu stérile l'action des démocrates avancés et d'opposition par rapport à leurs fins idéologiques. Voilà la démonstration, à la fois positive et négative, de l'erreur initiale et de la faiblesse organique de l'idéologie commune aux uns et aux autres.

L'erreur est tout à la fois dans le principe et dans les moyens, c'est-à-dire: croire qu'un gouvernement du peuple soit possible, tandis que tout gouvernement est toujours oppression du peuple; mais aussi croire qu'il soit possible d'assurer pour de bon le bien-être et la liberté pour la très grande majorité de la population en continuant à graviter autour des institutions monopolistiques et autoritaires actuelles. Or celles-ci, au contraire, visent à maintenir esclaves, tant économiquement que politiquement, les classes opprimées et les plus nombreuses. La faiblesse qui découle d'une telle erreur a sapé dès le début toutes les institutions démocratiques et libérales. Dès que celles-ci ont essayé de faire quelque chose de bon au profit du peuple et de sa liberté, elles ont échoué immédiatement après n'avoir duré que «*l'espace d'un matin*». Et quand elles n'ont pas accepté de se laisser briser, pour continuer à survivre, elles ont dû renier leurs idéaux, forger des chaînes et des fers pour le peuple et se muer en obstacles barrant la route à la liberté et au progrès social.

Dans cette erreur initiale et cette faiblesse organique, que nous avons essayé de mettre au jour, réside la cause de la faillite de la démocratie et du libéralisme. Faillite devenue désastreuse et irrémédiable depuis la fin de la guerre de 1914-1918. L'illustre mathématicien anglais Bertrand Russell, ex-membre influent du parti libéral britannique et passé depuis peu au socialisme, l'a reconnu: «*Non seulement, écrivait-il, le parti libéral mais l'idéal lui-même du libéralisme s'est éclipsé. Sa faillite fut rendue manifeste par la défaite retentissante du président Wilson. Je suis de ceux qui, à cause de la guerre, sont passés du libéralisme au socialisme non pas parce que l'admiration pour beaucoup d'idéaux libéraux a disparu en moi, mais parce que je ne vois pas d'avenir pour eux sans une transformation complète de la structure économique li la société*».

Il se peut qu'en ce moment Russell soit sur le point de comprendre que l'expérience travailliste - ainsi que toute tentative d'atteindre la liberté politique et économique par des voies étatiques - lui réserve d'autres dé-sillusions. On peut cependant se demander si l'horrible fleuve de sang de la dernière guerre était nécessaire

pour démontrer à un esprit aussi éclairé une chose que d'humbles ouvriers avaient compris en Angleterre depuis plus d'un demi-siècle, à savoir: *«celui qui est pauvre est esclave»*, et qu'il ne peut y avoir de libéralisme véritable partout où subsistent les inégalités économiques et la misère.

D'ailleurs - s'il faut prêter foi à ce qu'un journal d'immigrés italiens de Paris rapportait dans une interview - ce que Bertrand Russell a si bien compris ne semble pas être à la portée de l'historien italien Gaetano Salvemini, qui pourtant, par la lutte qu'il mène si courageusement contre le fascisme italien, a rendu bien des services à la liberté. Salvemini, en se plaçant du point de vue de la démocratie pure, attend la réalisation de celle-ci par la libre concurrence de tous les citoyens sur le terrain électoral. À un certain moment il affirme: *«Les travailleurs disposent, grâce au suffrage universel, d'un moyen légal pour conquérir (la république démocratique) dès qu'ils auront su dégager de leurs organisations une classe dirigeante capable. Jusqu'à ce qu'ils atteignent cette capacité, ils n'ont aucun droit d'exercer une domination sur la communauté»*.

Le problème cependant n'est pas celui de la conquête du pouvoir de la part d'une classe plutôt que par une autre, ou bien qu'il y ait une classe dirigeante ouvrière en mesure d'exercer une domination quelconque ce qui ferait de n'importe quel type de démocratie le lieu où se prépareraient les nouveaux fascismes de l'avenir. Salvemini d'ailleurs ne peut avoir oublié, en tant que vieux maître du marxisme, le peu de vérité que la doctrine marxiste renferme au milieu de nombreuses erreurs, et notamment: que le mécanisme parlementaire en régime capitaliste ne peut être que l'expression de la classe dirigeante capitaliste. Et cela tant que les travailleurs resteront sur le terrain légal et bourgeois, luttant avec le suffrage universel et d'autres moyens tous aussi anodins. Même en admettant l'hypothèse utopique que la majorité plus un des représentants ouvriers au parlement rende possible la constitution d'un gouvernement à eux, celui-ci ne pourrait agir d'une manière très différente des gouvernements précédents. De deux choses l'une: ou bien contre son propre vouloir et celui de ses mandataires il se plierait au vouloir de la classe économiquement plus forte; ou bien il ne resterait au pouvoir que quelques jours, le temps nécessaire à la classe capitaliste de faire le vide autour de lui.

Il s'agit, bien évidemment, de cas de figure les plus optimistes car partout dans le monde il est possible de constater qu'actuellement le capitalisme ne permet même pas cela à la classe travailleuse; et, en dernier recours, il n'hésite pas à priver le prolétariat et les amis de la liberté, soit légalement, soit illégalement, des plus élémentaires moyens légaux de défense ou de revendication, et cela bien avant que le peuple ait pu atteindre la capacité envisagée par Salvemini. Il est vrai aussi que, bien avant d'avoir conquis la majorité absolue du corps électoral d'un pays, les partisans d'une réforme sociale peuvent déjà avoir acquis la capacité révolutionnaire de se libérer d'un système devenu insupportable et être en mesure de réaliser les réformes souhaitées. Alors, comme on dit, le coup part de lui-même. Ce qui veut dire simplement que dans le peuple la volonté d'action prime sur la volonté... d'attendre la réponse du suffrage électoral.

Les Défaites de la démocratie (2)

Les progrès réalisés grâce aux révolutions et au moyen des institutions politiques de la démocratie et du libéralisme - menés d'abord par ceux-ci, puis parmi eux et enfin contre eux - n'ont pas seulement porté sur les formes politiques extérieures, mais ils ont permis d'accroître matériellement et moralement la conscience et la liberté des peuples. Ils ont été en réalité des grandes conquêtes de l'esprit humain et il est compréhensible qu'ils aient été considérés si longtemps et par tant de personnes comme définitifs, acquis pour toujours et désormais intouchables.

Il s'agissait cependant d'une illusion source de futures déceptions. Depuis la deuxième moitié du 19^{ème} siècle, l'entrée en scène sur le terrain de l'action sociale du prolétariat prouve que ces progrès n'étaient pas définitifs, car son existence est la démonstration que les progrès déjà réalisés étaient insuffisants et fictifs pour une trop grande partie de la population. Les événements politiques et sociaux survenus dans tous les pays du vieux et du nouveau continent après la guerre ont apporté un démenti encore plus retentissant à cette croyance, quasi universelle depuis le siècle passé, du caractère acquis des progrès réalisés.

Aujourd'hui on trouve encore des libéraux et des démocrates qui ferment les yeux pour ne pas voir et pour pouvoir continuer à croire aveuglement le contraire. Pourtant les événements qui se sont produits depuis 1914 n'ont pas permis - loin s'en faut - de dépasser la démocratie et le libéralisme en apportant des libertés

plus importantes, plus larges, plus profondes, plus générales, ainsi qu'on l'avait espéré un moment au cours de l'immédiat après-guerre. Ces événements, en reniant toutes les formes de démocratie et de libéralisme, semblent en revanche nous pousser encore plus en arrière, nous faire reculer de quelques siècles, revenir à l'absolutisme d'avant 1789, au gouvernement arbitraire clérico-militaire, aux féroces dictatures des petits seigneurs du Moyen Age, tandis que les peuples sont ramenés à l'esclavage le plus horrible et infâme.

Comme on le sait, l'Italie fasciste est à l'avant-garde dans cette espèce de marche à reculons. Sans tomber dans l'erreur simpliste et schématique de l'apriorisme marxiste et bolchevique, selon lequel le fascisme italien ne serait qu'un épisode de la lutte des classes pour la suprématie économique, on ne peut nier que cela est en grande partie vrai. On pourrait même dire que le fascisme est «*surtout*» cela, à condition de voir aussi en lui l'effort des classes dirigeantes pour renforcer l'autorité de l'État.

Le fascisme fut au début l'affaire d'une bande sans scrupules, voulant à tout prix devenir riche et puissante sans trop d'efforts matériels ou intellectuels, et n'ayant aucun autre but précis que celui de résoudre le problème de vivre sur le dos de tout un pays en le rançonnant et en l'opprimant. Les classes et les castes privilégiées, si elles l'avaient voulu, auraient pu se débarrasser de ces intrus sans coup férir. Elles préférèrent cependant se servir du fascisme pour commencer la réaction contre la liberté et le prolétariat, en se soumettant assez docilement, y compris aux ennuis et aux humiliations que des alliés aussi amoraux devaient leur infliger. Ainsi le fascisme, corps sans queue ni tête - surtout sans idées propres - put aller au pouvoir; et c'est seulement dans un deuxième temps qu'il choisit parmi les options possibles l'idée qui pouvait lui garantir le mieux la richesse et le pouvoir vis-à-vis de n'importe quelle autre force qui aurait pu lui faire barrage: l'idée de l'autorité étatique absolue, basée sur le triple fondement de la violence, de la religion et du privilège.

Sous la bannière du fascisme, l'État, l'Église et le capitalisme se sont unis en un bloc. Non seulement ils ont fini par absoudre le fascisme des délits de toute sorte dont il s'est servi pour aller au pouvoir, mais ils ont forgé - tantôt ensemble, tantôt séparément - de plus horribles chaînes dans lesquelles le peuple italien est littéralement enserré et placé dans une situation qui n'a d'équivalent avec aucune des tyrannies connues de sa longue histoire. Les travailleurs italiens sont aujourd'hui, dans les usines, comme des condamnés au bagne et en dehors ils ne peuvent que mourir de faim. Sous prétexte de freiner l'urbanisation, on a remis en vigueur le servage pour les travailleurs des champs. Pour tous, on a supprimé la liberté de penser et de conscience, et on s'acharne même sur ceux qui se taisent. Tous sont soumis - formellement et matériellement - à l'esclavage le plus humiliant. Chaque parole, chaque geste ou de simples réticences peuvent être interprétés comme des signes d'opposition et donc passibles de prison, de la relégation ou d'ostracisme. Les prisons regorgent de condamnés politiques et de suspects, tandis que les adversaires connus du régime, même inactifs ou silencieux, sont déportés dans des îles. Ceux qui n'adhèrent pas formellement au régime ou qui sont considérés comme des tièdes sont chassés de leur travail et surveillés. Les polices officielle et secrète, l'espionnage, ont pris des proportions phénoménales et sont souverains en tout et sur tous. Chaque citoyen a une carte d'identité obligatoire sur laquelle on signale qui n'est pas bien vu du fascisme. Dans toutes les professions, chaque activité individuelle est contrôlée et soumise à l'accord préalable des autorités. Et, puisque seuls les journaux et les périodiques fascistes sont disponibles, même la lecture de livres fait l'objet d'interdits et de tracasseries. Mais encore: des obstacles sont mis aux déplacements d'un lieu à un autre; la grande masse des citoyens n'a pas le droit d'émigrer tandis que se conformer aux impératifs de la religion catholique devient toujours plus une obligation, même si cela ne fait pas l'objet d'une disposition officielle. Le prêtre catholique, devenu fonctionnaire fasciste, a le droit d'intervenir dans l'école et la famille. Un monstrueux *Code pénal* - dernière nouveauté - garantit tous les actes arbitraires, pouvant aller jusqu'à l'assassinat, aux détenteurs du pouvoir et à leurs partisans. Quant aux adversaires et aux suspects, ce code leur enlève toute tutelle et garantie légale contre l'arbitraire ainsi que toute possibilité de résistance, tout embryon de liberté personnelle.

Ce serait calomnier le Moyen Age que de comparer le régime fasciste aux plus cruels despotismes de cette époque (3). En réalité, pour pouvoir établir une comparaison adéquate, il faudrait évoquer le souve-

(3) D'un point de vue historique rigoureux, la comparaison est sans aucun doute fautive. Mais elle est utile tout de même pour faire comprendre ce que je veux dire. D'ailleurs toutes les comparaisons historiques sont, au fond, erronées car d'une époque à une autre les différences sont trop grandes. Le Moyen Age a été en réalité trop calomnié, et il y a certains aspects de son organisation sociale - y compris du point de vue de la liberté - qui pourraient nous le faire regretter. S'il est possible d'établir une comparaison entre fascisme et Moyen Age, celle-ci ne peut porter que sur la tyrannie exercée sur la pensée par l'Église romaine pendant de longues années ou bien sur certaines formes de tyrannie féroce et cruelle exercées par quelques seigneurs féodaux. Mieux encore, le fascisme pourrait être comparé au despotisme fou et sanguinaire des empereurs du Bas Empire romain, mis sur le trône et rapidement tués par les milices mercenaires des prétoriens.

nir des anciennes satrapies asiatiques ou africaines, et il se peut que même ces dernières s'en sortiraient avantageusement. De toute façon, c'est un fait acquis qu'à l'heure actuelle le régime fasciste est le plus tyranique, féroce et immoral des gouvernements du monde. Voilà la «*primauté*» italienne qui n'est certes pas celle souhaitée par les patriotes constitutionnels et libéraux de 1848 avec à leur tête le philosophe Vincenzo Gioberti. Mais si l'Italie possède ce triste record, elle n'est pas la seule à suivre une voie réactionnaire, bien au contraire!

Jetons un regard sur le monde actuel. Après l'Italie nous voyons la Hongrie, la Yougoslavie, la Bulgarie, la Roumanie, la Pologne, le Portugal et - nous ne pouvons pas ne pas la nommer - la Russie bolchevique s'engager sur la même voie. Certes, ce dernier pays possède des caractères totalement différents et des buts déclarés opposés à ceux des autres, mais ils sont tout aussi tyranniques et négateurs de liberté. Au-delà des océans, dans les prétendues libres Amériques, les dictatures ne manquent pas. Plus ou moins violentes, toutes néanmoins suppriment les libertés populaires et prolétariennes de pensée et d'action comme au Chili, au Pérou, au Paraguay, au Venezuela, à Cuba. En outre, sous différents noms, de forts courants fascistes, nationalistes et militaristes, réussissent déjà à faire adopter des directives dictatoriales, préfascistes, à beaucoup de gouvernements démocratiques comme la France, l'Autriche, la Belgique, la Grèce, la Turquie, les États-Unis, l'Argentine, le Brésil, etc... Dans chacun de ces pays, la réaction varie par son intensité et ses formes, et elle se manifeste dans des domaines différents; partout cependant, d'une manière ou d'une autre, on marche à reculons.

Prenez un atlas et marquez d'un signe noir tous les pays que nous avons nommés, où la réaction a déjà vaincu ou gagné du terrain; mettez de côté les pays africains et asiatiques (où les régimes étaient déjà auparavant despotiques et à l'état sauvage) et ceux comme la Chine (où la situation est si trouble, malheureuse et sanglante à cause des guerres civiles continuelles qu'une tyrannie unique, moins turbulente, pourrait se révéler préférable); maintenant dites-vous: combien de pays offrent-ils encore quelque répit à une liberté squelettique? Combien sont-ils à posséder un maigre espoir de ne pas la voir bientôt étranglée? L'Angleterre, l'Allemagne, la Suisse, la Hollande, le Mexique, l'Uruguay, l'Australie, peut-être quelque autre petite république américaine et rien d'autre. Ne cherchons pas à savoir cependant si dans ces pays, pouvant paraître chanceux aux autres, les libertés qui restent sont plus apparentes que réelles, comme nous le diraient probablement leurs habitants; ne prêtons pas attention non plus au fait que ces libertés sont souvent niées aux étrangers; n'essayons pas enfin de connaître si elles se maintiennent davantage pour des causes extérieures qu'internes, tels une défaite militaire, des problèmes d'équilibre entre pays limitrophes plus forts, l'absence d'oppositions prolétariennes un peu énergiques, etc... S'il fallait tenir compte de tout cela, nous devrions jeter au feu tout l'atlas, car indigne d'accueillir nulle part le mot liberté.

Ce qui est grave aussi, c'est que là où les démocraties sont au gouvernement elles restent complètement indifférentes ou passives face aux autocraties fascistes, même si ces dernières adoptent une attitude ouvertement provocatrice au point de mettre en danger la paix. «*Le problème des conquêtes réactionnaires et des États réactionnaires*, écrivait à la fin de l'année 1929 Arturo Labriola, *n'intéresse aucun des gouvernements démocratiques mais seulement les partis socialistes et radicaux qui y prennent part*». Mais il y a pire! car les gouvernements démocratiques entretiennent les meilleurs rapports avec les autocraties fascistes, ils leur rendent des services financiers et leur fournissent une aide policière et parfois militaire. Mais tout cela est bien naturel puisque, ainsi que le faisait observer toujours Labriola: «*Les gouvernements démocrates sont prêts à s'émouvoir, à raisonner et à agir selon les désirs et les injonctions des groupes politiques les plus réactionnaires*».

Certes, on pourrait nous accuser d'avoir une vision trop pessimiste de la situation internationale, si nous nous bornions à l'analyser en nous plaçant exclusivement d'un point de vue anarchiste, à savoir l'espoir de réaliser un idéal de société future, libre et fraternelle, dans un monde complètement régénéré où la liberté serait complète et intégrale. Alors toutes les causes de mécontentement existantes actuellement pourraient trouver une explication mais non pas nous effrayer. Ce qui nous effraie en revanche - et qui nous fait craindre un véritable naufrage de la civilisation contemporaine et un obscurcissement irrémédiable de la conscience universelle - c'est le recul de l'humanité qui apparaît énorme, même par rapport à la situation générale d'il y a quarante ou cinquante ans que nous pensions avoir à tout jamais dépassé. Ce recul est tel que les années d'avant-guerre semblent incroyablement heureuses même à beaucoup de ceux qui alors les trouvaient injustes et néfastes. En outre, ce recul dure et s'aggrave avec le temps; il s'étend et se généralise dans l'espace d'une manière qui n'a pas équivalent dans l'histoire depuis un siècle. Et, chose plus grave encore, les hommes ne semblent pas s'en rendre suffisamment compte.

Malgré tout cela, nous ne désespérons pas de l'avenir et d'une prochaine renaissance de l'esprit humain;

mais, afin que cette renaissance ait lieu, il faut qu'elle soit voulue par les hommes. Et pour forger une volonté adéquate il faut tout d'abord une vision réaliste des choses. Voilà pourquoi il faut dire toute la vérité - même si elle est douloureuse - et mettre, comme on dit, le couteau dans la plaie.

Une très grave erreur - qui préparerait, un jour plus ou moins éloigné, la rechute des mêmes maux que nous déplorons aujourd'hui - serait d'espérer et de rechercher la renaissance et la victoire de la liberté dans le retour au libéralisme et à la démocratie d'avant-guerre. L'analyse des causes de la décadence et de la défaite de la démocratie et du libéralisme dans le monde moderne nous en fournira la preuve.

Beaucoup de démocrates attribuent cela au peu d'esprit de liberté répandu parmi les masses. Cela est en partie vrai. Mais à qui en revient la faute première sinon à la démocratie bourgeoise? C'est elle qui a bercé pendant un siècle le peuple avec le mot liberté, mais, chaque fois qu'elle est allée au gouvernement, elle a cherché à limiter la liberté réelle ou bien l'a concédée au compte-gouttes seulement quand le peuple lui faisait peur. A qui la faute sinon à la démocratie - même la plus avancée - qui, tout en préconisant la liberté pour les ouvriers, a refusé de comprendre que cette liberté demeurerait quelque chose de quasi dérisoire si les ouvriers restaient esclaves de la misère et du salariat. Comment les ouvriers pouvaient-ils croire à la liberté prêchée par la démocratie bourgeoise si celle-ci, au nom de la liberté, a fait massacrer à plusieurs reprises le prolétariat? De cela se rendait bien compte il y a environ 80 ans Victor Hugo quand, en 1852, il vit la froideur des prolétaires parisiens devant le coup d'État du deuxième Bonaparte dispersant, à la pointe des baïonnettes, la démocratie parlementaire pour devenir empereur. La grande majorité des prolétaires ne ressentit alors aucun désir, malgré le vœu exprimé par Hugo, de s'insurger pour sauver une démocratie qui, quatre ans auparavant, avait d'abord fait couler des torrents de sang populaire dans les rues de Paris, puis contribué en grande partie - y compris Victor Hugo - à faire élire Bonaparte président de la République! Certes, si en 1852 les ouvriers avaient renouvelé le sacrifice de 1830 et de 1848, ils auraient bien mérité de la liberté. Mais c'était justement la démocratie bourgeoise qui avait éteint en eux, par ses massacres et la faim, l'élan de jadis. Elle seule, cause de son propre mal, devait pleurer sur elle-même. Et depuis, combien de fois des situations également tragiques se sont produites à nouveau!

Or c'est justement parce qu'une grande partie des masses a trop longtemps confondu la cause de la liberté avec celle de la démocratie bourgeoise - dont elles avaient été rapidement et à juste titre dégoûtées - qu'elles ont fini par se soucier assez peu de la première. La démocratie a eu ses mérites, personne ne le nie, mais ceux-ci n'ont pas pu empêcher les fautes successives; fautes d'ailleurs partagées par la démocratie bourgeoise avec la démocratie socialiste ou la social-démocratie. Cette dernière, au lieu de brandir bien haut le flambeau de la liberté, au lieu d'éclairer le prolétariat en montrant que la démocratie et la liberté étaient deux choses différentes, laissa la démocratie bourgeoise continuer à discréditer la liberté. Elle fit en sorte que le prolétariat s'en désintéresse tout en alimentant chez lui l'esprit d'autorité, en répandant en son sein l'idée de conquête du pouvoir politique ou en subordonnant la question de la liberté à la question économique. Elle a accredité ainsi parmi les prolétaires l'idée que l'émancipation économique pouvait être atteinte au moyen du pouvoir étatique et que la liberté viendrait seulement dans un deuxième temps, comme étant une conséquence automatique et sans qu'il fût nécessaire de s'en occuper auparavant. Avec Lénine et la théorie bolchevique, enfin, l'idée de liberté a été ouvertement tournée en dérision et présentée comme un préjugé bourgeois ou petit-bourgeois (4).

Mais, plus encore que l'idée théorique, la guerre de 1914-18 a amoindri chez les masses le sentiment de liberté. Auparavant celui-ci - malgré les influences contraires signalées - était encore assez diffus et n'avaient pas permis cet épanouissement vénérable de dictatures auquel nous assistons aujourd'hui dans tant de pays. La guerre en outre, parmi tant d'autres dégénérescences morales, a provoqué une généralisation, jusqu'ici inconnue, du militarisme avec toutes ses conséquences.

La guerre a éduqué des générations entières - dans les tranchées, dans les écoles, dans les journaux - au mépris des valeurs de la vie, dont la liberté en est une des principales. Elle a habitué à l'usage sans scrupules de la violence la plus féroce - qui est l'antithèse de la liberté -, à commettre et à subir tous les abus, à la discipline aveugle, aux ordres sans discussion, à l'obéissance passive, etc... Pendant de longues années,

(4) Je n'ignore pas que, parmi les socialistes, il y a toujours eu des hommes intelligents et de cœur qui ont continué à agiter et à défendre l'idée de liberté contre celles, ultra-étatiques et centralisatrices, de la plus grande partie de leurs camarades. Certains l'ont fait dans un sens démocratique, comme Jaurès; d'autres, dans un sens libertaire, comme Williams Morris. Mais cet aspect de leur propagande était trop neutralisé par l'autre aspect, autoritaire, celui de la conquête du pouvoir et du fatalisme économique marxiste. Au sein du mouvement socialiste, les anarchistes - tout en constituant un mouvement à part - ont été les seuls à rester réellement fidèles à l'idée de liberté et à la défendre comme étant la principale raison d'être du socialisme.

sur deux continents, la guerre a marqué de son sceau infâme au caractère indélébile des centaines et des centaines de milliers d'hommes, de jeunes et d'adolescents. Or tout cela ne pouvait qu'atténuer énormément le besoin de liberté et tuer son esprit dans la tête et dans l'âme d'une grande partie des masses pour y ressusciter l'atavique et rétrograde esprit d'autorité et de servitude. Ainsi s'explique le nombre considérable de ceux qui aujourd'hui - bien plus nombreux qu'auparavant - éprouvent du plaisir à ne pas penser avec leur tête mais avec celle de leurs chefs, à marcher dans les rangs comme des moutons, à commander et à obéir servilement; ainsi s'explique le succès du fascisme parmi la jeunesse bourgeoise et du bolchevisme parmi la jeunesse ouvrière.

Malheureusement ce phénomène ne s'est pas arrêté aux frontières des pays en guerre, mais il s'est diffusé comme une peste. Partout l'aveuglement universel est tel que l'on a l'impression que tout le monde court tête baissée, avec un comportement des plus incohérents et fous, vers l'inévitable abîme.

Quand un produit, un objet de consommation, plaît beaucoup au public ou bien est à la mode et que sa demande est forte, tôt ou tard des spéculateurs avides de gains, ne pouvant pas se procurer le produit d'origine, ont recours aux contrefaçons ou bien mettent en vente des succédanés de qualité inférieure. Ces produits, à cause de leur moindre coût, finissent par porter préjudice aux marchandises de meilleure qualité. Or la démocratie a représenté parmi les masses, pendant plus d'un siècle, la contrefaçon ou le succédané de la liberté; cela a été d'autant plus facile que la liberté n'avait pas été comprise sous son véritable jour et que son succédané répondait aux tendances des masses à satisfaire leurs besoins avec un minimum d'efforts. Aujourd'hui que le besoin de liberté est encore moins ressenti, il est naturel que même sa contrefaçon de qualité si inférieure - la démocratie - soit jetée dans un coin comme un instrument devenu inutilisable.

La démocratie elle-même, la première, dès qu'elle s'est rapprochée du pouvoir, dès qu'elle a conquis une position dirigeante dans la société, a écarté comme étant inutilisables ces principes politiques et ces moyens matériels, qu'elle avait utilisés assez bien à ses débuts, car elle commençait à les craindre. Ce fut, par exemple, la démocratie elle-même qui tourna en ridicule et discrédita, jusqu'à la faire peu à peu disparaître, l'idée de la nation en arme, y compris dans sa version minimale de l'ancienne «*garde nationale*». Bien que cette dernière ait pu être elle aussi, en plus d'une occasion, un instrument de répression, la démocratie aurait pu depuis 1848 la transformer pour en faire le garant des institutions démocratiques. Or la démocratie craignit de laisser les armes à la disposition d'une trop grande partie du peuple; et peut-être, si on se place du point de vue de ses intérêts gouvernementaux, n'avait-elle pas tous les torts. Mais il est vrai aussi que la démocratie se désarmait ainsi d'elle-même pour le jour où elle serait chassée du pouvoir ou devenue plus faible.

La démocratie, en reniant le principe qu'elle avait inscrit dans la *Déclaration des droits de l'homme* de 1793, que chaque peuple opprimé avait le droit de prendre les armes contre l'opresseur, et en désarmant le peuple au profit de l'État, a certes agi conformément à ses intérêts gouvernementaux mais a désarmé l'idée de liberté. En trahissant la liberté sur ce point aussi, elle s'en est écartée encore davantage en faisant de celle-ci un simple succédané inefficace et une contrefaçon mensongère.

Mais quand inévitablement le besoin de liberté se fera sentir de nouveau et que le monde reculera devant le bord de l'abîme sur lequel il est penché aujourd'hui - attiré comme par un vertige de mort -, les peuples prendront conscience de la longue et dure expérience. Ils sauront refuser les contrefaçons et les succédanés suspects avec lesquels ils ont été empoisonnés si longtemps. Ils voudront alors non plus la fausse liberté mais la vraie, et intégrale, la liberté pour tous, rendue possible seulement par le travail et le bien-être collectif.

L'incapacité de la démocratie et du socialisme (5)

Dans les pays où les institutions démocratiques ont été abattues et où s'est produit - sous diverses formes - un retour à l'absolutisme, nombreux sont ceux qui, *audatores temporis actis* (*), placent beaucoup d'espoirs dans un recours aux forces démocratiques; recours qui devrait restaurer les régimes prétendument libéraux dans les limites de l'ordre social bourgeois et capitaliste.

(5) *La Revista blanca*, n°189, 1^{er} avril 1931.

(*) *audatores temporis actis*: aventuriers limités dans le temps. (Note A.M.)

Certes, nous ne pouvons pas exclure a priori que cela puisse se produire, momentanément, surtout dans ces pays où l'absolutisme n'est pas tout à fait... absolu; c'est-à-dire où demeurent des survivances assez fortes des régimes démocratiques. Là où la réaction antidémocratique a été la plus radicale, en revanche, la chose apparaît très difficile, et je dirais même impossible, si l'utilisation du mot «*impossible*» avait un sens pour l'histoire humaine. D'ailleurs, dans ces pays, ces illusions démocratiques sont peu suivies, même parmi les anciens libéraux et démocrates. Elles se maintiennent seulement parmi ceux qui se sont depuis longtemps abrités à l'étranger et qui ont perdu tout contact avec la situation à l'intérieur de leur pays.

Je fais allusion tout spécialement à l'Italie. J'ai interrogé plus d'une personne récemment sortie de là-bas et j'ai trouvé que presque tous - bien qu'étant des antifascistes désirant un changement des choses vers plus de liberté - s'accordent sur un point, à savoir que si le présent est insupportable et à condamner à tout point de vue, un retour au passé démocratique parlementaire est toutefois impossible car ce passé est mort, définitivement condamné dans la conscience et dans la tête de l'immense majorité des Italiens. Au sein de la population - en faisant abstraction bien évidemment des soutiens de l'actuel régime -, il y a soit des personnes qui cherchent la solution au problème italien dans une autre dictature, bourgeoise ou bolchevique, soit ceux qui envisagent des formes d'organisation sociale tout à fait différentes et nettement plus libres, politiquement et économiquement, des régimes démocratiques de jadis, considérés comme appartenant irrévocablement au passé. Même ceux qui n'ont pas les idées claires à ce propos sont d'accord pour estimer que les institutions démocratiques, d'où est issu le fascisme, sont définitivement périmées. Et pourtant, tel n'est pas l'avis de nombreux démocrates et de sociaux-démocrates italiens vivant à l'étranger, comme l'ex-ministre Nitti, les socialistes Turati et Modigliani, et d'autres qui croient possible, une fois le fascisme tombé et la parenthèse actuelle fermée, de voir l'histoire italienne reprendre son cours régulier interrompu par la marche sur Rome en 1922.

Des esprits libres et dépourvus de préjugés, cultivés et brillants, tel l'illustre historien italien le professeur Gaetano Salvemini, tout en admettant que beaucoup de changements s'imposeront, ne voient de salut contre les actuelles dictatures que dans un retour à la démocratie. Une démocratie qui, bien que républicaine, ne remettrait pas en cause les actuelles divisions de classe et qui serait fondée sur le suffrage universel et la libre confrontation des intérêts et des opinions. Il y a quelques mois, dans une interview, il affirmait:

«La république démocratique n'appartient pas de droit à une classe plutôt qu'à une autre; elle est ouverte à la libre concurrence de tous les citoyens; et les travailleurs possèdent grâce au suffrage universel un moyen légal pour la conquérir dès qu'ils sauront exprimer, au sein de leurs organisations, une classe dirigeante compétente. Tant que les travailleurs n'auront pas atteint cette capacité, ils n'auront aucun droit à exercer une domination quelconque sur la communauté».

Salvemini ne voit pas d'autre possibilité en dehors du cercle vicieux d'une «*domination sur la collectivité*» remplaçant l'autre, tandis que pour nous la vraie solution consiste dans la communauté libre de toute sorte de domination de parti ou de classe. Mais, cette erreur mise à part, chacun peut se rendre compte que Salvemini, sans s'en apercevoir, débite aux travailleurs le même type de sornettes que l'on raconte aux enfants, à savoir que pour attraper l'oiseau il faut d'abord lui mettre du sel sur la queue!

Si les travailleurs demeurent dans leur situation de prolétaires, assujettis à l'esclavage salarial, ils ne pourront jamais atteindre cette capacité que Salvemini pose comme condition préalable à leur domination sur la société. Poser ainsi la question, c'est donner raison aux bolcheviques, qui soutiennent que le prolétariat ne pourra jamais obtenir légalement cette position dominante, mais seulement grâce à un coup de main et à la dictature. Mais, dans ce cas aussi, la nouvelle classe dirigeante, tout en étant son expression, n'émanciperait pas le prolétariat. Toutefois, même en admettant qu'une classe dirigeante, expression du prolétariat, soit nécessaire, ce dernier ne pourrait jamais réussir à la placer au pouvoir par le moyen légal du suffrage universel. Si l'on veut la liberté, si l'on condamne toute dictature, le chemin qu'il faut suivre est tout autre: combattre et s'opposer à toute forme de domination. Voilà le seul chemin qui peut conduire à l'obtention d'un ordre social vraiment libre et le seul moyen qui, par son action et sa pression directe, peut limiter la tyrannie étatique et l'obliger à se manifester le moins possible, avant de pouvoir la détruire tout à fait.

Avec la «*libre concurrence*» des citoyens pour la conquête du pouvoir se produit la même chose qu'avec l'autre «*libre concurrence*» (à laquelle d'ailleurs elle est intimement liée) entre les producteurs pour la conquête des richesses: ce sont les pauvres qui perdent et les riches qui gagnent toujours, sauf cas exceptionnels et purement individuels. C'est un peu comme pour certains duels de jadis parmi les gladiateurs, opposant un chevalier armé à un pauvre esclave sans défense en possession d'un misérable glaive. Quatre-vingt-dix-neuf fois sur cent, c'était ce dernier qui perdait la vie. La concurrence entre le capital et le travail est dite libre. Mais, même quand une démocratie sincère la laisse libre pour de bon, ce qui se pro-

duit rarement, - la lutte est trop inégale; en effet, les travailleurs, tout en étant libres de ne pas céder leur marchandise-travail, sont obligés tôt ou tard de la céder quand même par nécessité. Les capitalistes, en revanche, sont moins obligés de l'acquiescer, car ils ne sont pas, comme les premiers, pris à la gorge par la nécessité du pain quotidien.

Certes, grâce à leur organisation de classe, les travailleurs peuvent réussir à faire payer un peu plus leur travail, mais tant qu'ils resteront dans leur condition de salariés, il ne leur sera jamais possible de se faire payer leur travail à leur juste valeur; c'est-à-dire s'affranchir de leur situation d'infériorité. Si pour une période assez longue - surtout quand les capitalistes étaient relativement désorganisés et trop divisés par leur concurrence réciproque - les travailleurs ont réussi, par l'organisation, à améliorer leurs conditions, cela ne pouvait plus durer indéfiniment. Le capitalisme, en effet, a appris lui aussi à s'organiser et il possède mille autres moyens pour reprendre aux ouvriers d'une main, sur le terrain de la consommation, une grande partie de ce qu'il leur a cédé de l'autre, sur le terrain de la production. Et c'est justement parce que la libre concurrence entre capital et travail a atteint, désormais, un point limite, où le travail n'est plus en mesure d'arracher davantage au capital sans quasiment annuler ses profits (seule raison d'être de ce privilège), que partout on constate une décadence du mouvement prolétarien de classe, même là où demeurent des régimes démocratiques.

Par conséquent, si les travailleurs ont toujours moins de confiance dans les démocraties, les capitalistes, de leur côté, manifestent une aversion croissante envers le libéralisme, car ils n'en ont plus besoin pour leur développement et ils cherchent à se débarrasser maintenant même de ces empêchements formels et politiques que la démocratie oppose à leur domination croissante dans le monde.

Sur le terrain politique de la libre concurrence entre les classes travailleuses et les propriétaires se produit donc le même phénomène que sur le terrain économique. La division en classes, la diversité des conditions et des situations qui en résulte pour chacune des classes en concurrence, permettent au prolétariat seulement jusqu'à un certain point d'atteindre une situation plus avantageuse politiquement par rapport aux classes bourgeoises mais jamais d'être maître de son sort. Ainsi le prolétariat, s'il reste sur le terrain légal et parlementaire, ne peut pas aller au-delà, comme le prouve toute l'histoire contemporaine. Cela est inéluctable, car le comportement de la majorité d'une population est toujours déterminé par l'organisation sociale dans laquelle elle vit.

Dans un texte écrit autour de 1890, après une lutte électorale favorable aux socialistes allemands, Friedrich Engels prévoyait qu'au cours des dix premières années du siècle, et même avant, il y aurait une majorité socialiste parlementaire en Allemagne. Ce délai est écoulé depuis une vingtaine d'années et, sans les conditions particulières créées par la guerre - l'effondrement de l'empire allemand par ses concurrents, la révolution de 1918 et la crise terrible qui s'en est suivie -, la prophétie d'Engels ne se serait jamais réalisée. Et pourtant, malgré toutes ces conditions favorables, le parti socialiste et prolétarien le plus nombreux au monde a réussi à peine à obtenir dernièrement une majorité parlementaire relative. Même si l'on additionne les voix des frères ennemis communistes, il reste toujours minoritaire par rapport au total des voix et des élus des partis bourgeois réunis.

Aujourd'hui les sociaux-démocrates et les partis ouvriers en général ont réussi à obtenir la majorité relative dans deux des États les plus puissants: l'Allemagne et l'Angleterre, ainsi que dans d'autres de moindre importance. Jamais comme en ce moment, cependant, il est apparu évident qu'obtenir légalement au parlement, en régime capitaliste, la célèbre «*moitié plus un*» des suffrages, jugée indispensable pour tout changement de cap du bateau étatique en faveur du prolétariat, était pour les partis prolétaires et anti-bourgeois une utopie puérile. Il n'y a pas très longtemps, le député social-démocrate Guillaume Ellembogen de Vienne l'avouait publiquement, dans un article où il examinait les chances d'une victoire du fascisme en Autriche, avec ces mots significatifs: «*Le parti socialiste (autrichien) avec ses 700 000 hommes et femmes organisés est arrivé péniblement aux limites de ce qu'il pouvait atteindre*» (6). Cela signifie qu'il y a bel et bien un point de saturation pour la propagande aussi; point qui ne peut pas être dépassé de beaucoup et, une fois atteint, soit l'on passe à l'action, soit l'on cesse de progresser et l'on recule. Le parti socialiste autrichien est le plus important numériquement du pays mais ne possède pas encore la majorité absolue; et, puisque les autres partis font bloc contre lui, il est politiquement impuissant et sans autorité. Malgré sa force numérique importante, en ce moment même, la coalition des forces bourgeoises a envoyé au pouvoir un ministre réactionnaire favorable au fascisme, ce qui ne laisse présager rien de bon pour l'Autriche ouvrière et social-démocrate. Tout cela devrait être évident pour les marxistes plus encore que pour les autres. S'il

(6) Article «*Le Fascisme en Autriche*» dans *La Liberté*, journal de la *Concentration antifasciste*, n°41, du 13 oct. 1929.

est vrai, en effet, que c'est le mode de production qui détermine tout le reste, y compris les faits politiques étatiques et parlementaires, il s'ensuit nécessairement que, aussi longtemps que le mode capitaliste de production subsistera, les États et les parlements ne pourront jamais être anticapitalistes et prolétariens.

Entendons-nous bien; même si tel ne devait pas être le cas, c'est-à-dire même s'il était possible d'obtenir au sein des régimes économiques bourgeois une «*moitié plus un*» de représentants du prolétariat au parlement, cela ne signifie pas que l'État serait en mesure de changer de cap, pour de bon, dans un sens anticapitaliste. Nous ne croyons pas non plus qu'un tel État, en dépit de l'étiquette dont il se parerait, pourrait sérieusement profiter à la liberté et à la classe travailleuse. Qu'il s'agisse d'un État démocratique ou dictatorial, populaire ou prolétarien, le simple fait d'être un État suffirait à empêcher la réalisation des 9/10^{ème} des résultats prévus par ses fondateurs. Ce qui se passe en Russie est, à cet égard, assez significatif.

Mais, si l'on reste sur le terrain des institutions démocratiques, ce qui se produit actuellement dans les pays où se maintiennent encore des régimes libéraux devrait suffire à ouvrir les yeux de tous, par-delà les divergences de doctrines ou de théories. Partout la démocratie est en crise et fait preuve d'impuissance, tant dans les pays où le pouvoir reste aux mains de l'ancienne démocratie bourgeoise conservatrice que dans ceux où, plus récemment, sont arrivés au pouvoir, en collaboration avec d'autres, les sociaux-démocrates. Un simple fait suffit à le prouver. Aujourd'hui presque tous les parlements des pays libéraux comptent un nombre de députés socialistes et ouvriers infiniment plus grand qu'avant la guerre, et parfois les socialistes obtiennent des strapontins ministériels. Cependant, en grande partie à cause de la guerre, les conditions de la classe ouvrière ont partout empiré; il n'y a pas, en effet, un seul pays où les libertés démocratiques, les libertés partielles acquises par les révolutions libérales du siècle dernier soient plus importantes et mieux respectées que du temps où la classe ouvrière était plus faible et bien moins représentée dans les institutions étatiques. Je ne suis pas sûr que l'on puisse faire une exception pour l'Allemagne; car, si exception il y a, elle est due au fait que l'État, depuis la défaite militaire et le joug étranger qui pèse sur le pays, y est plus faible et non pas parce que le prolétariat maîtrise davantage qu'auparavant la situation.

Comme nous avons déjà eu l'occasion de le souligner, parmi les causes de la crise de la démocratie, il y a cependant un facteur qui nous rend soucieux nous aussi, qui ne sommes pas démocrates mais qui, plus et mieux que les démocrates, aimons la liberté. Il s'agit de l'affaiblissement de l'esprit de liberté dans le peuple. La responsabilité, nous l'avons vu, en revient tout d'abord à la démocratie et à la social-démocratie qui ont trompé le peuple au nom de la liberté. Ce sont eux qui l'ont éduqué d'après une conception fautive de la liberté; eux qui ont facilité ou bien rendu possible, au milieu des horreurs d'une paix armée ou de la guerre, l'adoption d'une politique restreignant toujours plus la liberté.

Les révolutions bourgeoises et démocratiques ont dit leur dernier mot au cours de la deuxième moitié du 19^{ème} siècle en s'efforçant d'apporter une solution au problème des nationalités. Cette solution, imparfaite et pleine d'injustices, était la seule qui pouvait être atteinte en régime capitaliste et étatique. Depuis, le problème devenu dominant dans toutes les nations, et qui a fini par s'imposer comme étant la première des conditions du progrès de la civilisation humaine, est celui de la «*question sociale*».

La démocratie, au début, chercha à contourner l'obstacle en commençant par nier le problème. «*La question sociale n'existe pas*», proclama je ne sais plus quel ministre démocrate (Gambetta, je crois). C'était la manière la plus simple de fermer les yeux sur un problème dont la solution ne pouvait être obtenue que par l'élimination du privilège bourgeois; privilège que la démocratie bourgeoise ne pouvait rejeter sans se suicider. Il était cependant assez stupide de nier l'évidence en fermant les yeux. Et cela d'autant plus que, pendant ce temps, le mouvement puissant de l'*Internationale* se chargea assez bien de réveiller les âmes assoupies et d'ouvrir les yeux même à ceux qui voulaient continuer à les tenir fermés. Il était évident que, une fois achevé le cycle des révolutions politiques, allait s'ouvrir celui des révolutions sociales. La révolution des ouvriers, que la *Commune* de 1871 avait annoncée d'une manière menaçante, était rendue possible par l'état d'agitation des masses, qui subsistait encore après les bouleversements populaires des révolutions précédentes. La bourgeoisie démocratique se décida enfin à voir ce qu'elle avait voulu ignorer auparavant.

La démocratie fut présentée alors comme un moyen pour résoudre la question sociale, sans révolution, sans attaquer l'ordre capitaliste, simplement en améliorant la condition des ouvriers. Même les despotes, qui avaient accepté formellement le libéralisme parlementaire, pensèrent un instant pouvoir utiliser ce moyen comme soupape de sûreté. Napoléon III avant sa chute, et, pendant un moment, Guillaume de Prusse, y songèrent. Même le pape Léon XIII écrivit l'acte de naissance de la démocratie chrétienne avec une encyclique sur la condition des ouvriers. La majorité des socialistes - la fraction autoritaire de l'*Internationale* - tomba dans le panneau; et, tout en affirmant l'incapacité des partis et des gouvernements bour-

geois à résoudre la question sociale, elle s'illusionna de pouvoir exploiter les dispositions et les institutions de la bourgeoisie. Elle rangea dans un placard toute idée de révolution, puis le marxisme aussi et poussa jusqu'au «*crétinisme*» (le mot est de Karl Marx) son légalisme parlementaire. Rappelons-nous du mot d'ordre qu'Andrea Costa, l'ex-internationaliste anarchiste, préconisait pour le *Parti socialiste italien* autour de 1893: «*Utiliser la loi pour progresser, devenir majorité pour vaincre*».

En réalité, le socialisme démocratique se substitua petit à petit, en tous les pays, à l'ancienne démocratie républicaine bourgeoise décadente, au point de se montrer sur le terrain politique, face à la monarchie, encore plus accommodante que beaucoup de républicains. Malgré les conflits de personnes, les rivalités de boutique ou les périodes de brouille, la social-démocratie dans presque tous les pays, par sa politique d'alliances et de compromis parlementaires, est devenue le soutien, tantôt humble tantôt arrogant, du libéralisme monarchiste le plus modéré - comme ce fut le cas en Italie avec Giolitti entre 1900 et 1910. Certes, beaucoup d'aspirations, de formules et de comportements véritablement socialistes avaient subsisté parmi les masses et les noyaux les plus idéalistes. Mais tout cela se révéla très insuffisant quand en 1914, lors du déclenchement de la guerre mondiale, la social-démocratie fit faillite d'une manière retentissante. Toujours sous prétexte de sauver la démocratie, elle fit cause commune avec les impérialismes et les militarismes capitalistes dans chaque pays (7).

Pour toutes ces raisons, quand on parle d'impuissance, d'incapacité, de crise et de faillite de la démocratie, cela concerne aussi la social-démocratie, car elle apparaît partout soit comme un appendice soit comme un substitut à la démocratie bourgeoise. Après la guerre cela est devenu encore plus évident, car la démocratie bourgeoise, en de nombreux pays, a été réduite à des proportions insignifiantes et elle ne compterait pour rien si elle n'avait pas à côté d'elle la social-démocratie, qui assume désormais presque entièrement ses anciennes fonctions. Tel est le cas tout particulièrement de l'Italie, avec sa «*Concentration antifasciste*» et, ailleurs, de l'Angleterre, de l'Allemagne et de quelques pays mineur. En France, où la démocratie bourgeoise a toujours une certaine vitalité - si peu démocratique... -, la démocratie socialiste occupe encore une place subordonnée, mais elle remplit la même fonction qu'ailleurs. Fondamentalement démocratique, elle est reliée à la démocratie bourgeoise par mille attaches et elle demeure socialiste seulement, en apparence, par ses mots d'ordre.

La vérité c'est que la démocratie avait, dès la fin du siècle dernier, épuisé sa tâche utile, exclusivement politique et circonscrite au domaine bourgeois et capitaliste. Elle était incapable de résoudre les problèmes de nature sociale de l'émancipation prolétarienne et humaine, qui s'imposèrent de la manière la plus pressante après la fin des révolutions démocratiques et nationales. Sa politique était incapable de profiter au socialisme. Ce fut, en revanche, le socialisme qui en évoluant vers elle, procura à la démocratie un prolongement de vie. Tout cela n'eut cependant d'autre utilité que de ruiner le socialisme. Quant à la démocratie, elle ne pouvait avec le temps que dégénérer davantage et poursuivre sa décadence - responsable non négligeable de la dernière guerre -, ce qui a permis au fruit maléfique du fascisme d'éclorre et le retour à l'absolutisme étatique.

L'impuissance de la démocratie et le capitalisme (8)

Le professeur Arturo Labriola donnait, au mois de juin de l'année dernière [1930], une leçon d'économie à l'université de Montevideo. Après avoir examiné différents aspects de la société contemporaine qui font l'objet de ses études, il concluait en mettant en garde les démocraties sud-américaines contre la menace de la ploutocratie internationale. Pour lui, en se concentrant toujours plus autour des noyaux nord-américains les plus puissants, celle-ci vise à soumettre le monde à son pouvoir absolu, à rogner toutes les valeurs spirituelles et à supprimer toute indépendance, tout souffle de liberté.

Cette tendance est bien réelle. Nous doutons, cependant, que les démocraties des différents pays puissent ou aient la capacité d'y faire barrage. Les événements internationaux, tels qu'ils se déroulent sous nos yeux, y apportent, en revanche, un net démenti. Il est vrai que la démocratie a été d'une certaine ma-

(7) Il y eut dans tous les pays des minorités qui firent exception, comme les partis socialistes en Russie et en Italie; mais il serait trop long de montrer comment cela fut insuffisant.

(8) *La Revista blanca*, n°193, 1er juin 1931.

nière le régime politique du capitalisme industriel, surtout au cours de sa période ascendante. Le régime démocratique était le plus conforme au développement du capitalisme en tant que classe dominante. En effet, les anciennes formes féodales, l'absolutisme royal, le fractionnement des États, les guerres quasi permanentes, étaient un obstacle au développement économique, qui nécessitait surtout la liberté de mouvement, de relation, d'échange, etc... Le capitalisme a acquis désormais, grâce au libéralisme et à la démocratie, toute la force possible. Et puis, sa matière première à exploiter, le prolétariat, n'est plus inerte et docile comme jadis et il est en train d'acquérir toujours plus une conscience de classe combative qui menace «sa» liberté: celle de l'arbitraire, celle de pouvoir opprimer et exploiter les masses productrices et les consommateurs. Aussi, le capitalisme estime nécessaire, aujourd'hui, de se débarrasser de la démocratie devenue pour lui inutile, encombrante, gênante, comme jadis les vieux régimes contre lesquels il avait favorisé les différentes révolutions nationales du siècle passé.

La formation des grands États modernes, à laquelle ont tellement collaboré libéralisme et démocratie, a été le meilleur service rendu au capitalisme. En même temps, on a creusé pour la liberté une tombe plus profonde que celle dans laquelle les diverses tyrannies, qui s'étaient succédées au pouvoir dans le passé, avaient voulu l'ensevelir. Bakounine, dans une lettre au journal *La Démocratie* de Paris, le soulignait fort bien (9). Quand les grands démocrates jacobins, Robespierre, Saint-Just, Carnot, Couthon, Cambon et d'autres, organisèrent la machine gouvernementale - cette formidable centralisation de l'État qui depuis pèse toujours plus sur le peuple français -, ils ne firent que préparer un tombeau encore plus monstrueux pour la liberté, au nom de laquelle, pourtant, ils combattirent et moururent.

Aujourd'hui, le capitalisme pense que l'heure a sonné de renfermer la liberté dans sa tombe d'une manière définitive en lui ôtant même ces maigres possibilités de s'exprimer accordées par les régimes libéraux et démocratiques. Arrivé à l'apogée de sa force économique, pour la garder et l'accroître davantage, il a besoin de débarrasser la machine centralisée de l'État de tout caractère populaire résiduel, afin qu'elle soit composée exclusivement d'éléments à lui. Il a besoin de réduire les grandes masses, par la violence coercitive illimitée, à la condition la plus soumise de l'esclavage, pour pouvoir l'exploiter d'une manière rationnelle et intensive; faire en sorte que chaque travailleur n'agisse ou ne pense que pour accroître, telle une machine, le bénéfice du capitaliste. Grâce à la rationalisation, le capitalisme modifie toujours davantage le système de travail. Certes, si ces transformations étaient le fait de travailleurs libres et maîtres de leurs moyens de production, elles pourraient se révéler être un facteur de progrès et de bien-être pour tous. La rationalisation de la production vise, en revanche, à transformer les travailleurs en machines passives, en des esclaves attachés aux bagnes patronaux. Et l'État, selon les intentions toujours plus manifestes du capitalisme, ne servirait plus - là où le chantage de la faim et l'oppression spirituelle des Églises ne suffisent pas - qu'à imposer cet esclavage par la force matérielle.

Mais, pour que l'État puisse poursuivre ce but d'assujettissement des grandes masses, les systèmes démocratiques ne sont plus nécessaires. On veut maintenant enlever aux masses même l'illusion de pouvoir contribuer à former la machine étatique, c'est-à-dire de pouvoir fabriquer ses propres chaînes. On cherche par conséquent à les spolier de ces libertés partielles et aléatoires, acquises dans le passé, qui rendaient possible d'entretenir espoirs et illusions. Celles-ci constituaient, en quelque sorte, des bols d'air, qui permettaient aux masses de respirer, de prendre conscience de leur condition et de leurs forces, et de manifester toujours davantage leur volonté d'opposition et de révolte. C'est pour ça que le capitalisme a tendance à se débarrasser dans tous les pays de la démocratie. Et, là où pour des causes particulières cela est plus difficile, il appelle à l'aide, d'une manière effrontée et à l'encontre de ses propres préjugés patriotiques, le capitalisme étranger.

Il est possible d'expliquer cette tendance également d'après la théorie marxiste du déterminisme historique.

L'économie bourgeoise s'est longtemps fondée - compte tenu du système de production alors en vigueur - sur la libre concurrence, non seulement celle, forcément inégale, entre travailleurs et capitalistes, mais aussi celle entre capitalistes. Cette dernière forme de concurrence, qui assumait un caractère effréné à certains moments, n'avait pas besoin d'être gênée par des limitations ou des obstacles à caractère étatique, d'où la tendance bourgeoise à vouloir limiter l'autorité de l'État; tendance qui a atteint son apogée avec Herbert Spencer. Alors le libéralisme et la démocratie étaient les régimes qui correspondaient le mieux aux exigences de la libre concurrence capitaliste. Mais, aujourd'hui, la période de la libre concurrence décline toujours plus rapidement.

(9) *Obras completas de M. Bakounine* (éd. «La Protesta», Buenos Aires); vol. III, p. 32 de l'introduction.

Surtout après la période de 1914-1918, le capitalisme a tendance à se concentrer de nouveau, mais non pas comme Marx l'avait prédit de son temps et avec une force d'attraction bien plus grande. Le nombre de privilégiés ne diminue pas, on ne peut pas dire, donc, que la richesse se concentre toujours davantage dans un petit nombre de mains; le contraire est plutôt vrai. C'est toutefois l'administration et la gestion des richesses - c'est-à-dire son formidable pouvoir -, qui s'unifient et se concentrent au sein de dictatures ploutocratiques toujours plus absolues, ayant une capacité de commandement toujours plus étendue. Les sociétés anonymes se substituent aux entreprises individuelles et se fédèrent entre elles pour limiter la concurrence. Les grands capitalistes se lient entre eux et s'associent de gré ou de force aux petits. Des trusts et des cartels se forment, avec un caractère toujours plus international, voire mondial. Et, petit à petit, la concurrence entre eux débouche sur leur unification et sur leur absorption réciproque. Cette tendance est générale, tout au moins dans les branches les plus importantes de la production et concernant le vie de l'humanité entière. Sa marche est lente mais constante, et son évolution indique clairement quel sera son aboutissement. Chacune des branches les plus essentielles de la production - blé, coton, bétail, sidérurgie, pétrole, charbon, énergie hydraulique, moyens de transports, etc... - sera soumise à la plus centralisée des dictatures, en mesure d'imposer ses prix et de tenir tous sous son joug, à la fois en tant que travailleurs et consommateurs.

Puisque tout a une limite et qu'aucune chose ne peut atteindre l'absolu, je ne pense pas que cette tendance sera poussée jusqu'aux limites extrêmes ou imaginables. D'ailleurs, il y a toujours l'espoir que l'intervention révolutionnaire des prolétaires et des peuples aspirant à la liberté brise le cours des événements et substitue aux tendances capitalistes actuelles la tendance opposée, égalitaire et libertaire, dans l'intérêt de l'humanité entière. Mais, en attendant, le phénomène existe et s'oriente toujours davantage vers un gouvernement centralisé et absolu de la production. Or cela ne peut en toute logique, y compris d'après l'interprétation marxiste des faits sociaux, qu'engendrer, sur le terrain politique, une tendance toujours plus centralisatrice et absolutiste, conduisant à l'élimination des régimes démocratiques.

Le capitalisme est comme le bâtisseur d'une grande prison. Avant que l'édifice ait été érigé ou entièrement achevé, il avait besoin autour de lui de vastes échafaudages, grâce auxquels il était possible aux ouvriers de circuler et de disposer d'une certaine liberté de mouvement. Cette armature, nécessaire au capitalisme pour construire la prison, a été la démocratie. Maintenant que le bâtiment est presque achevé et que les ouvriers sont renfermés dedans, les échafaudages extérieurs deviennent inutiles et ils pourraient même être utilisés par les prisonniers pour s'évader. Ils sont donc, au fur et à mesure, démontés et démolis. Les capitalistes qui voudraient les garder - ne fût-ce que pour maintenir en vie les illusions ou pour masquer la prison - sont, par conséquent, de moins en moins nombreux et constituent pour les autres une raison supplémentaire de vouloir tout détruire.

La classe ouvrière, ou tout au moins ses éléments les plus conscients et qui pèsent le plus sur les événements, s'est rendue compte de cette situation depuis un moment et elle ne fait plus confiance au libéralisme et à la démocratie des classes bourgeoises. Elle s'accroche parfois, au cours des moments de bourrasque - faute de mieux -, aux débris de la démocratie et s'en sert pour ne pas couler, mais elle ne s'y fie plus car elle a bien saisi toute leur fragilité. Une partie importante de la classe ouvrière se cramponne encore à la social-démocratie en passe, ici ou là, de se substituer à la démocratie bourgeoise. Mais et l'une, et l'autre, sont tellement proches que la faillite de la social-démocratie est déjà prévue par beaucoup de ses défenseurs. Un des principaux dangers est, justement, de voir des fractions non négligeables du prolétariat déçues par la social-démocratie, au lieu de se diriger vers la recherche de libertés plus larges et effectives, se tourner vers des formes de tyrannies qui aggraveraient de toute manière leur situation, comme c'est le cas actuellement en Russie avec le bolchevisme ou en Allemagne avec le fascisme.

Dans tous les cas de figure, la démocratie - minée à droite par le reniement et la trahison du capitalisme et à gauche par la méfiance et le mécontentement du prolétariat - apparaît comme une phase dépassée du progrès humain. Dans l'affrontement entre prolétariat et capitalisme, elle est destinée à se briser et à disparaître. Si c'est ce dernier qui gagne, il s'en suivra la plus barbare des tyrannies, mais si les efforts du premier sont couronnés par la victoire, il s'ouvrira aux hommes une ère de bien-être et de véritable liberté pour tous.

Les événements qui se déroulent à un rythme accéléré sous nos yeux nous fournissent, par des faits concrets impressionnants, la preuve de tout ce que nous avons affirmé jusqu'à maintenant. Avec le triomphe du fascisme dans leur pays, les Italiens, parmi d'autres peuples, ont fait l'expérience la plus cruelle et sanglante de cette situation. Le pouvoir politique du fascisme, malgré sa faiblesse intrinsèque et bien qu'une partie de la bourgeoisie lui soit hostile, a été appuyé par tout le capitalisme international.

Le capitalisme va à l'essentiel et se moque de tous les sentiments, même les plus grands et nobles. Certes, surtout dans un premier temps, il s'est sans doute méfié du fascisme italien, à cause notamment de quelques poses ridicules et de quelques étourderies. Il faut aussi tenir compte du fait que le capitalisme n'est pas encore, en Italie, un organisme unique, mû par un intérêt unique; et, en son sein, il y a toujours des fractions ayant des intérêts opposés et qui donnent l'impression d'une hostilité au régime fasciste plus grande que celle qui existe en réalité. Mais, dès que le fascisme a pu donner l'assurance de rester fidèle à l'actuel «*ordre social*» - c'est-à-dire l'épouvantable désordre que tous connaissent -, le capitalisme a fait bloc autour de lui, en faisant passer au deuxième plan les quelques intérêts partiels momentanément lésés.

Ailleurs aussi, la tendance à l'absolutisme ploutocratique et étatique trouve encore des résistances parmi les intérêts politiques et sociaux créés par la démocratie, surtout là où celle-ci a été longtemps au pouvoir et où la coalition des intérêts capitalistes n'a pas encore atteint une cohésion suffisante. Malgré cela, la ploutocratie internationale se montre toujours plus forte. Sur le terrain économique, elle est déjà, à travers le despotisme des grandes banques et des trusts, une dictature ou une alliance de dictatures. Et, dans son amoralisme, elle a compris toute la portée de la leçon du fascisme. Celui-ci a montré comment il était possible, en pratique, de se débarrasser de l'opposition de la classe ouvrière - même la plus pacifique - quand elle ne disposait que des seules libertés partielles et légales, acquises au cours des révolutions démocratiques du siècle dernier.

Le capitalisme a tout intérêt à ce que l'expérience fasciste italienne ne soit pas un échec. La ploutocratie internationale est convaincue, désormais, que la défaite du fascisme italien lui serait préjudiciable ailleurs aussi. Les grands trusts financiers qui tirent les ficelles depuis Londres, New York, Paris, Berlin, insensibles aux idées et aux sentiments, ont petit à petit mis en sourdine leurs protestations antifascistes, qui s'élevaient même parmi leurs fidèles. Le martyre du peuple italien, les sentiments pacifistes et démocratiques d'Amendola et Nitti, le récit des délits fascistes, le souvenir de Matteotti et de Don Minzoni, sont des choses qui ne comptent guère pour la ploutocratie. Ce qui a de la valeur pour elle, c'est d'assurer partout ses profits financiers contre toute tentative de revanche du prolétariat. Ce qu'elle craint, par contre, est de voir ces mêmes profits entravés par la réaffirmation de l'esprit de liberté parmi les peuples opprimés. La ploutocratie a jeté dans la balance ses formidables moyens économiques et toute son influence sur la diplomatie des États. Sous sa pression, la tache d'huile du fascisme s'est étendue sous des formes et des étiquettes diverses dans tous les pays. Aujourd'hui, il y a des nations entières qui peuvent être considérées comme étant des régimes fascistes. Même dans ces pays où les institutions démocratiques résistent encore, le fascisme accroît sa force et son audace, et souvent il l'emporte. Que les gouvernements soient conservateurs, comme en France ou aux États-Unis, ou bien sociaux-démocrates, comme en ce moment en Allemagne et en Angleterre, le fascisme, en dépit des apparences extérieures, s'impose dans les faits aux plus récalcitrants. Un indice évident et éloquent de la complicité du capitalisme international, dans tous les pays, avec le fascisme - et tout particulièrement avec le fascisme italien - est fourni par l'attitude de la grande presse qu'il contrôle. Tous les grands journaux, partout dans le monde, sont aujourd'hui «*fascistophiles*», même dans les pays libéraux, démocratiques et républicains: en Angleterre comme en France, aux États-Unis, dans la république Argentine, en Suisse, etc.. Dans ces pays, la parution, de temps en temps, d'articles opposés au fascisme, qui s'en prennent à ce qu'il y a de moins fondamental, ne servent qu'à faire accepter tout le reste pour argent comptant. Ces réserves ne sont d'ailleurs que la manifestation de rivalités nationalistes, d'intérêts particuliers momentanés ou alors un simple moyen pour jeter de la poudre aux yeux des ignares.

Si nous examinons ensuite la situation actuelle dans les États à régime libéral et parlementaire, nous constatons qu'elle est instable et que partout il existe un danger fasciste et réactionnaire, soit qu'il se niche à l'intérieur des institutions démocratiques elles-mêmes, soit qu'il les menace de l'intérieur. Certains de ces régimes, en outre, restent démocratiques exclusivement pour des raisons d'équilibre entre puissances les plus fortes qui les entourent; tel est le cas de la Suisse, la Belgique, la Hollande, le Mexique, l'Uruguay, etc... L'existence de quelques-unes de ces démocraties reste, d'ailleurs, bien problématique. Il s'agit de véritables pots de terre parmi des pots de fer. Si l'équilibre était rompu, même une république séculaire comme la Suisse risquerait d'être détrônée, comme a été détruit le pluriséculaire empire autrichien. Des pays tels que la Suisse, en effet, sont si assujettis à leurs voisins plus puissants, que l'Italie fasciste peut, avec ses chantages et ses menaces, les obliger à prendre des mesures réactionnaires, même quand il n'y a pas de nécessité intérieure.

La force internationale du capitalisme est depuis longtemps au service de tous ces régimes despotiques, grands ou petits, qui un peu partout ont remplacé les régimes démocratiques et ont piétiné tout résidu de liberté populaire. Mais, en réalité, c'est le capitalisme qui les utilise à son avantage. Que l'on regarde l'Italie ou le Chili, la Hongrie ou Cuba, les pays balkaniques ou les pays baltes, nulle part les actuelles dictatures

auraient pu résister ou durer aussi longtemps sans l'appui financier de la ploutocratie ou sans l'appui diplomatique des autres grands États, dominés à leur tour par leurs propres castes ploutocratiques. Même dans les pays qui conservent plus ou moins les vieilles constitutions libérales et démocratiques, la haute finance conspire pour s'en débarrasser et aide les petites minorités militaristes et ultra-réactionnaires qui, isolées, n'auraient aucun poids et seraient absolument impuissantes.

Si la révolution n'intervient pas pour imposer une solution de rechange à l'offensive réactionnaire actuelle contre la liberté et le prolétariat, bientôt le fascisme, dans sa version la plus terrible, aura gagné et une ère de barbarie et de ténèbres s'ouvrira pour tout le genre humain.
